

Davos, encensé ou décrié !

Marc Humbert, convivialiste, professeur émérite de l'université de Rennes.

Davos, encensé ou décrié, semble n'être qu'un forum où se rencontrent depuis 1971 ceux qui, par leurs actions et leurs interactions, assurent la gouvernance du Monde, en fonction de leurs valeurs, de leurs intérêts et des contraintes rencontrées. La forme de mondialisation que Davos impulsait a semblé devenir de plus en plus dangereuse pour des intellectuels et des militants qui se sont dits anti puis « altermondialistes ». Ils ont tenté de trouver les moyens de contrecarrer cette évolution en réunissant un Forum social mondial au Brésil, fin janvier 2001, en même temps et en opposition au Forum de Davos.

À l'époque, Davos réunissait déjà, non seulement un millier de dirigeants de grandes entreprises, mais aussi, des chefs d'Etat en particulier du « Tiers-Monde » par exemple du Mozambique, de la Tanzanie, du Nigeria, de la Colombie ou du Sénégal. Et aussi des représentants de la « société civile » avec des responsables, par exemple de Greenpeace, d'Amnesty International ou du Fonds mondial pour la nature (WWF) et de fédérations syndicales internationales. En 2003, à peine élu président du Brésil, Lula, vient s'exprimer à Davos dont il avait dit, là « ils discutent de la manière de créer plus de richesses, nous, au Forum social, de la manière de mieux les distribuer". Certes il y a martelé qu'on « *ne peut pas continuer emprisonné dans une logique économique où des peuples peuvent manger cinq fois par jour et d'autres une fois tous les cinq jours* ».

Le changement majeur depuis 2001, n'est pas économique mais politique.

Les tentatives altermondialistes, bien que poursuivies, n'ont pas abouti : les richesses ne sont pas mieux distribuées aujourd'hui, comme en témoigne le dernier rapport d'Oxfam. L'inanité des Forum sociaux a laissé surgir en 2011, se référant aux « indignés » de Stéphane Hessel, des mouvements éphémères d'occupation des places, à Wall Street et dans 80 pays, qui proclamaient être les 99 % des citoyens du monde. En France on a vu une nouvelle éruption passagère avec Nuit debout en 2016. Joseph Stiglitz (Nobel d'économie en 2001) qui a participé à de nombreux forums de Davos mais aussi à des éditions du Forum social mondial comme à Bombay en 2004, ne cesse pas d'essayer, avec quelques autres, de promouvoir des mesures pour remédier à la montée des inégalités aux États-Unis et dans le monde. Mais il a dû constater (en 2011) « les 1 % les plus riches font fonctionner l'économie, la planète, pour leurs intérêts ».

Le changement, c'est la montée de l'implication politique des grandes entreprises.

Jusqu'alors, elles en restaient au Lobbying, se faisant concurrence sur les marchés et soumises aux lois des États. Désormais elles préfèrent les tribunaux d'arbitrage aux législations publiques, le *Conseil économique Transatlantique*, club des plus grandes entreprises des États-Unis et de l'Union Européenne se dit « entité politique » pour surveiller, faire avancer et accélérer l'intégration des économies d'Amérique et d'Europe. Le Danemark s'est doté d'un « ambassadeur digital » auprès des GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple) car « *Dans le futur, nos relations bilatérales avec Google seront aussi importantes que celles que nous*

entretiens avec la Grèce. [...] Ces sociétés sont devenues des sortes de nouvelles nations, et nous devons y faire face ».

Les chefs de gouvernement représentent leurs peuples et se reconnaissent mutuellement leurs souverainetés. Qu'en est-il des assises démocratiques de ces nouvelles « entités politiques » ? Davos consacre leur co-gouvernance du monde, c'est un changement majeur vis-à-vis de la conception libérale de la politique et de l'organisation démocratique du fonctionnement des sociétés humaines.